

## Atelier 2 : " Des graphiques pour débattre et comprendre l'économie "

Vendredi 14 novembre 2014

16h-17h30

Cet atelier pédagogique est proposé par la DGESCO en partenariat avec le site de ressources en sciences économiques et sociales [SES-ENS](#).

**Durée : 1h30**

### Objectifs généraux de l'atelier

Cet atelier pédagogique, qui s'adresse aux professeurs d'économie-gestion et de sciences économiques et sociales, vise à apporter des idées et des supports pour l'utilisation pédagogique de graphiques dans l'enseignement de l'économie au lycée. Un graphique peut en effet constituer un point de départ pour amorcer des débats sur des questions d'actualité et introduire une réflexion économique sur des phénomènes tels que l'emploi, la croissance, la mondialisation, la crise de l'euro, les dépenses publiques... L'intervenant invité à cet atelier, Jean-Marc Vittori, proposera des supports graphiques pour aborder des notions ou des mécanismes économiques, parfois complexes, qui doivent être traités avec les élèves dans différentes parties des programmes de sciences économiques et sociales ou d'économie-gestion au lycée.

L'atelier sera l'occasion d'un échange avec les enseignants sur la portée et les limites des graphiques pour comprendre les phénomènes économiques et sur l'utilisation des graphiques dans leur pratique pédagogique. Ils seront également informés sur les différents outils et sources permettant la construction de séquences basées sur des graphiques (construction de graphiques, lecture et traitement de données, interprétation, limites des statistiques).

Cet atelier pédagogique est proposé par la DGESCO en partenariat le site de ressources en sciences économiques et sociales [SES-ENS](#).

### Intervenant

**Jean-Marc Vittori**, éditorialiste au journal économique *Les Echos* depuis 2003, où il écrit notamment sur la macroéconomie, la politique et la théorie économiques. Auteur de plusieurs ouvrages, il vient de publier *Ecographiques. 50 graphiques pour regarder l'économie autrement* aux Éditions Eyrolles (septembre 2014), dans le prolongement de l'émission vidéo qu'il anime, "Les graphiques de Vittori", diffusée sur LesEchos.fr. J.M. Vittori a reçu le « Prix du meilleur article financier 2013 » dans la catégorie Chroniques.

### Modérateur

**Anne Châteauneuf-Malclès**, Responsable éditoriale du site SES-ENS ([ses.ens-lyon.fr](http://ses.ens-lyon.fr)) et professeur de Sciences économiques et sociales dans l'Académie de Lyon.

## Programme

### Présentation de J. M. Vittori :

Jean-Marc Vittori proposera des supports graphiques permettant d'éclairer des débats sur des questions d'actualité et d'aborder des notions ou des mécanismes économiques au programme de l'enseignement d'économie des filières ES et STMG.

- 1) **Les sources de la croissance** : "Est-ce la fin de la croissance ?"
- 2) **L'emploi et le chômage** : "Y a-t-il une spécificité du chômage des jeunes en France ?"
- 3) **L'euro et la crise de la zone euro** : "L'euro, une monnaie trop forte ?"
- 4) **L'action publique** : "Quels prélèvements obligatoires pour quelles dépenses publiques ?"

En prolongement de cette présentation, il sera proposé aux enseignants des supports permettant de construire des séquences basées sur des graphiques : ressources pédagogiques disponibles ; outils en ligne pour construire des graphiques ; problèmes posés par l'interprétation des graphiques.

## Parties des programmes concernées en SES et Economie-gestion

### Seconde générale et technologique, Enseignement d'exploration de SES

[http://media.education.gouv.fr/file/special\\_4/73/5/sciences\\_economiques\\_sociales\\_143735.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/5/sciences_economiques_sociales_143735.pdf)

#### IV. Formation et emploi

Thèmes et questionnements	Notions à découvrir	Indications complémentaires
<b>2. Le chômage : des coûts salariaux trop élevés ou une insuffisance de la demande ?</b>	Salaire, coût salarial, chômage.	Après avoir sensibilisé les élèves à l'évolution de l'emploi et du chômage dans la période récente, on s'interrogera sur les effets contrastés de l'évolution des salaires sur le niveau de l'emploi en prenant en considération le fait qu'ils constituent à la fois un coût pour chaque entreprise mais aussi une composante du pouvoir d'achat des ménages.

### Seconde générale et technologique, Enseignement d'exploration de PFEG

[http://media.education.gouv.fr/file/special\\_4/73/7/economie\\_gestion\\_143737.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/7/economie_gestion_143737.pdf)

#### Thème 1 : Les acteurs de l'économie

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>Quel est le rôle économique de l'État ?</b>	Production non marchande, Redistribution, Réglementation.	La triple dimension du rôle économique de l'État (producteur, redistributeur et régulateur) sera appréhendée à partir d'exemples simples et concrets. On montrera la place des « règles du jeu » dans le fonctionnement de l'économie, à partir d'exemples mettant en évidence la nécessité du droit de la concurrence, du travail ou de la consommation.

### Première série ES, Enseignement de SES, Science économique

programme aménagé : [http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

#### 1. Les grandes questions que se posent les économistes

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>1.3 Comment répartir les revenus et la richesse ?</b>	Salaire, profit, revenus de transfert.	La production engendre des revenus qui sont répartis entre les agents qui y contribuent par leur travail ou leur apport en capital. On introduira la distinction entre cette répartition primaire des revenus et la répartition secondaire qui résulte des effets de la redistribution.

## 5. Régulations et déséquilibres macroéconomiques

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
5.2 Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?	Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique.	On décrira la structure du budget de l'État et de l'ensemble des administrations publiques, en donnant des ordres de grandeur. On insistera sur les notions de production non marchande et de prélèvements obligatoires. On montrera, à l'aide d'exemples (fiscalité écologique, crédit d'impôt pour les aides à domicile ou pour les dons aux associations, etc.) qu'en changeant les prix relatifs ou les rémunérations nettes, les impôts et taxes modifient les incitations des agents.

## Première série ES, Enseignement de SES, "Regards croisés"

programme aménagé : [http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

### 2. Action publique et régulation

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
2.1. Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?	Solidarité, désaffiliation, disqualification sociale	On montrera comment l'État social contribue, à travers la définition de droits sociaux et la mobilisation d'instruments divers, à favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations.

## Première série STMG, Enseignement d'ÉCONOMIE

[http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG\\_economie\\_211194.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG_economie_211194.pdf)

### II. Comment se crée et se répartit la richesse ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
II.1. La combinaison des facteurs de production et l'évolution des technologies	Facteurs de production.	<b>La richesse d'une nation est évaluée par les organismes statistiques (l'Institut national de la statistique et des études économiques ou Insee, en France) à partir du produit intérieur brut (PIB). Ce produit est le résultat de la combinaison productive des facteurs de production, qui évolue notamment sous la pression des progrès technologiques. Plusieurs points de débat doivent être abordés : l'efficacité de cette combinaison sur le plan économique mais également social, le degré de pertinence du PIB comme indicateur de mesure de la richesse créée et enfin l'évolution de la répartition de cette richesse entre les différents acteurs et ses effets.</b>
II.2. La mesure de la production et ses limites	Productivité, gains de productivité, valeur ajoutée, PIB, taux de croissance du PIB.	
II.3. La dynamique de la répartition des revenus	Revenus primaires, partage de la valeur ajoutée, revenus de transfert, prélèvements obligatoires, revenu disponible.	

## Terminale ES, Enseignement spécifique de SES, Science économique

programme aménagé : [http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

### 1. Croissance, fluctuations et crises

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété. <b>Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.</b>

## 2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.1. Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	Avantage comparatif, dotation factorielle, libre-échange et protectionnisme, commerce intra-firme, compétitivité prix et hors prix, délocalisation, externalisation, firmes multinationales, spécialisation.	En partant d'une présentation stylisée des évolutions du commerce mondial et en faisant référence à la notion d'avantage comparatif, on s'interrogera sur les déterminants des échanges internationaux de biens et services et de la spécialisation. On analysera les avantages et les inconvénients des échanges internationaux pour les producteurs comme pour les consommateurs. On présentera à cette occasion les fondements des politiques protectionnistes et on en montrera les risques. <u>On s'interrogera sur les effets d'une variation des taux de change sur l'économie des pays concernés.</u> En s'appuyant sur des données concernant le commerce intra-firme et sur des exemples d'entreprises multinationales, on abordera la mondialisation de la production. On analysera les choix de localisation des entreprises et leurs stratégies d'internationalisation. On étudiera à cette occasion les principaux déterminants de la division internationale du travail, en insistant sur le rôle des coûts et la recherche d'une compétitivité hors prix. <b>Acquis de première :</b> <i>gains à l'échange.</i>
2.2. Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?	Euro, union économique et monétaire.	Sans entrer dans le détail des évolutions historiques, on rappellera qu'en se dotant d'un grand marché intérieur et d'une monnaie unique, les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies. On montrera que l'union monétaire revêt une importance particulière dans le contexte monétaire et financier international, et qu'elle renforce les interdépendances entre les politiques macroéconomiques des États membres. On s'interrogera sur les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne. <b>Acquis de première :</b> <i>banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire, politique conjoncturelle.</i>

## Terminale ES, Enseignement spécifique de SES "Regards croisés"

programme aménagé : [http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=71834](http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=71834)

### 1. Justice sociale et inégalités

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?	Égalité, discrimination, assurance / assistance, services collectifs, fiscalité, prestations et cotisations sociales, redistribution, protection sociale.	On s'interrogera sur les fondements des politiques de lutte contre les inégalités en les reliant à la notion de justice sociale ; on rappellera à ce propos que toute conception de la justice doit répondre à la question : «L'égalité de quoi ?». On distinguera égalité des droits, égalité des situations et égalité des chances. On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité : risques de désincitation et d'effets pervers. <b>Acquis de première :</b> <i>État-providence, prélèvements obligatoires, revenus de transferts.</i>

### 2. Travail, emploi, chômage

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?	Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, salariat, précarité, pauvreté.	Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage. On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi. <b>Acquis de première :</b> <i>chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.</i>

## Terminale série STMG, Enseignement d'ÉCONOMIE

[http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG\\_economie\\_211194.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/13/19/4/STMG_economie_211194.pdf)

### VII. Le chômage résulte-t-il de dysfonctionnements sur le marché du travail ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
		<p><b>Si le marché du travail présente des similitudes avec le marché des biens, il possède aussi des caractères très spécifiques qui tiennent à la nature de l'offre et de la demande.</b></p> <p><b>Le déséquilibre sur ce marché prend la forme du chômage qui a des implications économiques et sociales importantes. Deux conceptions s'opposent pour expliquer ce déséquilibre en mettant l'accent soit sur les conditions de l'offre, soit sur le niveau de l'activité économique.</b></p>
<b>VII.2. Les explications principales du chômage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le chômage et le taux de chômage.</li> <li>- La flexibilité du marché du travail.</li> <li>- Le chômage structurel et conjoncturel.</li> </ul>	<p>Le problème majeur sur le marché du travail est le chômage, causé par un déséquilibre entre l'offre et la demande de travail. Les causes de ce dernier font l'objet d'interprétations multiples. Parmi celles-ci, on se limite à distinguer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une approche en terme d'insuffisance de flexibilité du marché du travail : contraintes qui pèsent sur la fixation des salaires et alourdissent le coût du travail (salaire minimum légal, charges sociales), législation protectrice de l'emploi ;</li> <li>- une approche en termes d'insuffisance de la demande et de l'activité économique ;</li> <li>- une approche en terme d'inadéquation entre les qualifications offertes par les individus et celles recherchées par les entreprises.</li> </ul>

### VIII. Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
		<p><b>Historiquement, l'intervention de l'État a permis progressivement la prise en charge des risques sociaux et une certaine réduction des inégalités. Si cette intervention est légitime, la question de son efficacité n'en demeure pas moins posée, au regard des logiques d'assurance et d'assistance. Le débat économique demeure entre les partisans d'une intervention sociale justifiée par des considérations économiques et humaines et ceux qui mettent en avant ses effets pervers.</b></p>
<b>VIII.1. Les domaines d'intervention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les inégalités et la justice sociale.</li> <li>- La protection sociale.</li> <li>- Les logiques d'assurance et d'assistance.</li> <li>- Le traitement social du chômage.</li> </ul>	<p>La politique sociale poursuit des objectifs de réduction des inégalités, de justice et de solidarité sociales, dans un contexte où l'exclusion et la pauvreté demeurent. La solidarité nationale est assurée essentiellement par la redistribution verticale tandis que l'assurance collective (protection sociale) protège plus particulièrement des risques sociaux (santé, vieillesse-survie, famille-maternité, emploi, pauvreté et exclusion sociale). Deux logiques peuvent donc présider à la protection sociale : une logique d'assurance et une logique d'assistance ou de solidarité attachée à l'idée de justice sociale.</p> <p>Ces objectifs se traduisent par les prestations offertes par les organismes de protection sociale. Le chômage est également considéré comme un risque social dont le traitement par l'État vise à en rendre supportables les conséquences économiques et sociales pour le salarié (indemnisation du chômage).</p>
<b>VIII.2. L'efficacité de la politique sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La progressivité de l'impôt.</li> <li>- La redistribution.</li> </ul>	<p>Des prélèvements sont effectués sur le revenu des agents économiques en vue de financer la politique sociale. Une attention particulière sera portée à l'impôt sur le revenu dont la progressivité remplit notamment une fonction d'équité sociale, en favorisant une redistribution entre hauts et bas revenus.</p> <p>L'efficacité de la politique sociale est appréhendée sous l'angle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la réduction des inégalités de revenu ;</li> <li>- du financement de la protection sociale ;</li> <li>- des effets des prestations sociales et des minima sociaux.</li> </ul>

## IX. L'État a-t-il des marges de manœuvre en termes de politiques économiques ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
<b>IX.2. Les contraintes pesant sur les politiques économiques dans la zone euro</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La coordination des politiques économiques</li><li>- Le financement du déficit budgétaire.</li><li>- La dette souveraine.</li></ul>	<p>La BCE doit mettre en œuvre une politique monétaire unique en tenant compte de la diversité des situations économiques propres à chaque pays membre de la zone euro. La difficile coordination des politiques économiques au sein de la zone euro a pour conséquence de réduire l'efficacité de la politique de la BCE.</p> <p>La mise en œuvre de la politique budgétaire pose la question de son financement. Celui-ci peut s'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- par l'impôt, qui peut avoir des effets négatifs sur l'activité économique;</li><li>- par l'emprunt, qui pose les problèmes de la capacité d'endettement, du financement de la dette souveraine et qui peut détourner une partie des capitaux disponibles pour l'investissement privé.</li></ul>

## XI. Pourquoi mettre en œuvre une croissance soutenable ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
<b>XI.1. Les déséquilibres actuels de la croissance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La croissance et :<ul style="list-style-type: none"><li>. les inégalités sociales,</li><li>. <u>la démographie</u>,</li><li>. l'épuisement des ressources naturelles.</li></ul></li></ul>	<p>La croissance soutenable pose la question de la poursuite de la croissance économique et de la préservation des équilibres sociaux et environnementaux au niveau mondial.</p> <p>Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales, de démographie, d'épuisement des ressources naturelles et d'instabilité des productions agricoles doivent être présentés et mis en relation avec l'activité économique sans toutefois entrer dans des développements trop importants.</p>